



Une dépêche de l'Agence Belga, publiée dans la Libre lundi 15 mai 2017

Les locataires sont de plus en plus vulnérables à la pauvreté, alors que le taux de précarité diminue très légèrement chez les propriétaires, ressort-il des nouveaux chiffres de la pauvreté pour l'année dernière publiés lundi par la Direction générale Statistique. Ainsi, 36% des locataires étaient exposés à la pauvreté monétaire en 2016, contre 26% en 2004. De leur côté, les propriétaires voient ce nombre reculer sur cette même période, passant de 10% à 8%. Les résultats se fondent sur une enquête menée l'année dernière par la DG Statistique auprès d'environ 6.000 ménages belges, dans le cadre de l'enquête européenne sur les revenus et conditions de vie EU-SILC.

Il en ressort que les chômeurs, les familles monoparentales et les locataires sont les plus vulnérables à la pauvreté. En 2016, 20,7% de la population était considérée comme à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, selon l'enquête européenne. Ce chiffre est stable depuis plusieurs années. Les personnes qui sont comprises dans ce groupe vivent dans un ménage à faible intensité de travail, souffrent de privation matérielle ou sont considérées comme à risque de pauvreté monétaire.

En 2016, 15,5% de la population en Belgique était considérée comme à risque de pauvreté monétaire. Il s'agit de personnes vivant dans un ménage dont le revenu total est inférieur au seuil de pauvreté, soit à 1.115 euros par mois pour une personne isolée et 2.341 euros mensuels pour une famille de deux adultes et deux enfants.

Les chômeurs (45,9%) sont beaucoup plus exposés à la pauvreté monétaire que la population active (4,7%). Il en va de même pour les membres des familles monoparentales (41,4%), contre 8,2% au niveau des familles composées de deux adultes et de deux enfants.

L'enquête dévoile encore que 5,5% des Belges souffraient en 2016 de privation matérielle grave, ce qui signifie qu'ils ne disposaient pas des moyens nécessaires pour répondre à certains besoins essentiels.

Enfin, 14,7% de la population vivait l'année dernière dans un ménage à faible intensité de travail, soit moins d'un cinquième du temps.